



*European Federation of Public Service Unions (EPSU)*

## **Communiqué à la presse**

### **Des associations européennes célèbrent le 1er anniversaire de la reconnaissance du droit à l'eau par l'ONU**

Bruxelles, 28 juillet 2011- Des associations, collectifs et syndicats<sup>1</sup> se rassemblent aujourd'hui à Bruxelles autour de plusieurs fontaines publiques pour célébrer cette résolution historique de l'Assemblée générale des Nations unies votée le 28 juillet de l'année passée.

2011 a été une année importante pour le service public de l'eau en Europe. La participation grandissante des citoyens sur les questions de la gestion de l'eau et de son assainissement ont permis de faire un pas de géant vers sa remunicipalisation (son processus de retour sous contrôle public). Paris, à l'origine du modèle français de privatisation, a réussi sa remunicipalisation et a réduit le prix de son eau de 8%.

A Berlin plus de 700.000 citoyens ont voté un référendum le 13 février pour que soient révélés les détails du contrat de privatisation entre les compagnies VEOLIA, RWE et le gouvernement. C'est la première fois qu'une initiative citoyenne a réussi à faire voter un référendum à Berlin.

Finalement le plus grand succès de cette année est le référendum italien: plus de 27 millions d'italiens ont voté pour protéger leur eau du secteur privé.

Ces cas prouvent qu'un nombre grandissant de collectivités sont frustrées par les fausses promesses de la privatisation de l'eau. Les discours sur la baisse du prix l'eau, plus de transparence et d'emplois ne se concrétisent jamais. De plus en plus de communes en Europe envisagent de revenir en régie publique. L'échec du modèle de privatisation a montré qu'il est en conflit direct avec le droit humain à l'eau.

En dépit de cette victoire aux Nations-Unies l'année passée, la bataille pour le droit à l'eau n'est pas finie. Seulement 11 pays européens ont voté pour la résolution de l'ONU (parmi eux la Belgique, l'Espagne et l'Allemagne) alors que 16 se sont abstenus dont l'Angleterre, l'Autriche, la Pologne, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas et la République Tchèque.

Actuellement plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, plus de 2,5 milliards n'ont pas accès à l'assainissement. Pour changer cela nous devons trouver des

---

<sup>1</sup> Organisations qui signent : ACME France, EURACME, Aquattac, Aqua Publica Europea, Association pour un Contrat mondial de l'Eau (France), CGSP-ACOD, EGEB Etat Généraux des Eaux de Bruxelles, Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP), Food & Water Europe, IERPE Institut Européen de Recherche sur la Politique de l'Eau.



**European Federation of Public Service Unions (EPSU)**

solutions alternatives à la privatisation. Un Forum Alternatif Mondial de l'eau se tiendra l'année prochaine en France à Marseille ( [www.fame2012.org](http://www.fame2012.org) ). L'événement sera organisé par des associations, syndicats, citoyens et élus du monde entier avec l'objectif de défendre l'eau comme un bien commun et un droit fondamental

Pour plus d'info : Kim Le Quang 0499 439350 , Gabriella Zanzanini 0488 40 96 62 ou Pablo Sanchez 0474 626633.

*La FSESP est la **Fédération syndicale européenne des Services publics**, la plus grande des fédérations membres de la CES. 8 millions de travailleurs du service public de plus de 275 organisations syndicales en sont membres. Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration locale et régionale dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP).*